

Eldorado Nucléaire Limitée

Dans mon discours du 1^{er} décembre 1986, comme en fait foi le hansard à la page 1627, j'ai dit:

Nous, du NPD, ne prétendons pas nous opposer systématiquement à la privatisation dans tous les cas, mais il faut avoir de bonnes raisons économiques de le faire. Nous voulons les connaître pour ce cas précis.

Je n'ai pas sous les yeux les termes que le vice-premier ministre a employés au cours de la période des questions, mais il a dit à peu près la même chose que moi. Le gouvernement ne devrait pas privatiser si la gestion est bonne, si les Canadiens appuient l'entreprise et si elle sert l'intérêt public.

A mon avis, si une entreprise ne répond pas à ces critères, nous devons certainement envisager la privatisation. Je ne me considère pas comme un idéologue aveugle; je ne considère pas le député de Sarnia et certains de ses collègues comme des idéologues aveugles non plus.

Ceux qui sont en faveur des sociétés d'État doivent s'interroger sur le rôle qu'elles jouent, et les autres Canadiens qui veulent privatiser les sociétés d'État doivent s'interroger sur les raisons de cette privatisation et sur ses dangers.

Je m'inquiète tout spécialement au sujet d'Eldorado Nucléaire parce que mon collègue, le député de Winnipeg—Birds Hill (M. Blaikie), et moi effectuons en ce moment une enquête pour le compte du Nouveau parti démocratique sur l'industrie nucléaire.

Nous avons visité Port Hope et nous y avons tenu une audience le 5 février 1987. J'en ai parlé au hansard, à la page 3193 du 6 février 1987. Je disais:

J'étais à Port Hope hier soir pour y mener, au nom du Nouveau parti démocratique, une enquête sur l'industrie nucléaire locale. Hier soir, on nous a parlé des personnes qui s'inquiètent de l'élimination des déchets faiblement radioactifs, soit tous les déchets nucléaires qui ont été recyclés par le passé au moyen de raffinage et d'autres procédés par la société Eldorado Nucléaire à Port Hope en Ontario. Cette ville se trouve à environ 120 kilomètres à l'est de Toronto. Treize personnes représentant des syndicats, des organismes gouvernementaux, l'industrie et les habitants de la région m'ont fait part de leurs inquiétudes à propos des déchets nucléaires. Cette question est un grand sujet de préoccupation dans notre pays. Le gouvernement du Canada s'en occupe sérieusement.

Ces gens s'inquiétaient en particulier du sort qui serait réservé aux problèmes d'environnement si Eldorado Nucléaire était privatisée.

Je voudrais traiter des conséquences écologiques de cette mesure. Quand on examine le projet de loi C-121 du point de vue de l'environnement, il faut tenir compte de la situation dans laquelle se trouve actuellement Eldorado Nucléaire, et plus généralement des conséquences de l'extraction minière de l'uranium devant lesquelles la nouvelle société issue de la fusion va se trouver. Eldorado Nucléaire se heurte à de graves problèmes d'écologie, spécialement à son usine de raffinage de Port Hope en Ontario, où se livre une lutte serrée au sujet du dépôt de déchets nucléaires, ainsi qu'à ses mines du nord de la Saskatchewan.

En gros, son dépôt de déchets de Port Hope est rempli et l'analyse effectuée par la Bibliothèque du Parlement résume fort bien la situation en disant:

A l'usine de raffinage de Port Hope, le traitement des effluents produit chaque année 600 tonnes de déchets solides constitués principalement de chaux (oxyde de calcium) chargée de fluorure de calcium et d'uranium à raison de 500 à 1 000 ppm. Ces substances et, en quantité beaucoup plus infime, d'autres déchets solides qui contiennent des impuretés métalliques comme l'arsenic, sont évacués sur un terrain situé près de Port Hope (le dépôt Granby), qui fait l'objet d'une autorisation. Ce lieu de dépôt est presque rempli et on n'a pas encore choisi d'autre terrain ou solution. Eldorado attend que le gouvernement

fédéral décide ce qu'il faut faire de ce dépôt, et on peut supposer que la nouvelle société va également attendre des directives. Tout projet qui prévoirait l'évacuation de ces produits vers un nouveau terrain entraînerait des frais importants (de transport principalement), et suivant les détails communiqués avec le projet de fusion, ces frais qui seront principalement à la charge de l'État, pourraient atteindre 100 millions de dollars.

Pourquoi le gouvernement fédéral continue-t-il d'assumer ce coût après la privatisation?

Au cours de notre enquête sur le secteur nucléaire, le problème de l'élimination des déchets nucléaires revient constamment. Pendant des années, des sociétés comme Eldorado Nucléaire et d'autres ont produit des matières nucléaires sans être en mesure de pouvoir proposer des méthodes éprouvées d'élimination des déchets, qu'il s'agisse de déchets de faible radioactivité comme à Port Hope ou de cas comme celui de l'Hydro-Ontario qui utilise des tiges à haute teneur en déchets radioactifs dans les piscines des réacteurs nucléaires. On n'a jamais tenu compte du coût de l'élimination de ces déchets et le problème prend des proportions considérables lorsque vient le moment d'envisager la privatisation de cette société.

A Port Hope, on a essentiellement résolu de décharger la responsabilité sur le gouvernement fédéral qui assumera la plus grande partie des coûts.

La société assumera les premiers 2 millions de dollars; elle assumera 23,5 p. 100 des 98 millions suivants alors que le gouvernement fédéral en assumera 76,5 p. 100. Au-delà de 100 millions de dollars, le gouvernement fédéral assumera seul la totalité du coût. La société bénéficie certainement d'un traitement de faveur.

Normalement, lorsqu'on achète une société on acquiert l'actif et le passif, mais dans le cas qui nous intéresse, certains éléments clés du passif ont été assumés par le gouvernement fédéral. Pourquoi? Simplement, selon moi, parce que le gouvernement, qui souhaite privatiser à tout prix, tient absolument à assurer un prix favorable à l'émission d'actions de la nouvelle société. La meilleure façon d'y arriver, c'est pour le gouvernement fédéral d'assumer le passif que constituent la responsabilité en matière de protection de l'environnement et la dette énorme d'Eldorado. Le gouvernement peut alors privatiser à l'avantage d'une entreprise amie, en l'occurrence, la Denison Mines, l'une des sociétés de l'empire du regretté Stephen Roman.

Il y avait un article dans le *Globe and Mail* de la fin de semaine dernière signé par Paul McKay. Il disait que les dossiers médicaux et des commissions royales d'enquête avaient montré qu'une armée pathétique de mineurs employés par M. Roman dans ses mines d'uranium d'Elliot Lake, en Ontario, sont morts prématurément parce que leurs poumons avaient été empoisonnés sans nécessité par la radioactivité et la poussière. L'article ajoutait que, vu que les problèmes pouvaient ne se manifester qu'après de longues années, beaucoup sont destinés à les suivre.

Il déclarait qu'ils seraient victimes de deux décennies de conditions d'exploitation primitives, imposées par une société qui refusait de dépenser plus qu'une misère en équipement de sécurité et qui avait rejeté toutes les études prouvant que les mineurs étaient frappés de cancer et de maladies pulmonaires. L'article précise que c'est seulement après l'une des grèves sauvages les plus dures, en 1974, puis une commission royale d'enquête, qui donnait raison aux spécialistes de la santé et de